



**UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS FORCE OUVRIÈRE
D'INDRE ET LOIRE**

La Camusière-18, rue de l'Oiselet, 37550 Saint-Avertin

Tel : 02.47.38.54.43 - Fax : 02.47.37.91.00

udfo37@force-ouvriere.fr

<http://37.force-ouvriere.org>

communiqué du 21 novembre 2016

**Ne touchez pas aux services publics communaux.
Ne touchez pas aux emplois et aux statuts.
Non aux privatisations !**

Dans un communiqué FO publié début novembre et largement diffusé dans le département, nous écrivions :

"La cuisine centrale (quartier des Fontaines) qui confectionne 8000 repas /jour - sous prétexte qu'elle existe depuis 40 ans- devrait être reconstruite et passer sous statut de délégation de service public. En clair : privatisée.

A la trappe les 55 emplois à Tours ? A la trappe les cuisines centrales de Joué-Lés-Tours, Saint-Pierre-des-Corps... I m p e n s a b l e ! I n a c c e p t a b l e ! P o u r F O , c ' e s t n o n ! Les cuisines centrales en régie directe ont fait preuve de leur efficacité en fournissant chaque jour les repas pour tous les scolaires et les personnels.

... FO exige le maintien de la cuisine centrale en régie municipale directe.

Non à la privatisation au plus grand bénéfice de la SODEXO ou de toute autre entreprise privée intéressée par ce marché garanti, net et juteux.

Maintien de tous les emplois dans les cuisines centrales de Tours, Joué-Lés-Tours, et Saint-Pierre- des-Corps."

Depuis les choses se sont précisées en ce qui concerne la cuisine centrale de Tours. La NR du 17 novembre explique suite au dernier conseil municipal: "... le périmètre d'activité pourra évoluer : en plus des 58 écoles publiques du 1^{er} degré, des centres de loisirs, crèches, du restaurant municipal et des sites de restauration extérieurs pour le personnel, le nouvel outil pourrait intégrer la restauration scolaire d'une commune de l'agglomération pour 2.000 repas quotidiens et la production de 500 repas quotidiens pour une autre commune de l'agglomération.

Comment ne pas rapprocher la référence à "une commune de l'agglomération pour 2.000 repas quotidiens et la production de 500 repas quotidiens pour une autre commune de l'agglo" de ce qui avait été annoncé précédemment sur le sort des cuisines de Joué et de Saint-Pierre-des-corps ?

Pour faire passer son projet comme d'autres précédemment, la mairie de Tours a, au préalable comme pour toute fermeture de service, décidé de faire une « étude » (100000 € de budget c'est colossal), de soi-disant concerter et d'associer le plus grand nombre sur ce nouveau projet ; utilisant ainsi une méthode maintenant bien connue et rodée. Tous ces aspects techniques du dossier de la cuisine centrale de

Tours pour autant, restent complètement étrangers à la forme juridique de la cuisine Centrale.

FORCE OUVRIERE constate que Monsieur le Maire refuse de garantir le maintien en régie municipale de la Cuisine Centrale, avec du personnel statutaire le seul à même de garantir l'avenir de ce service public, tout comme il refuse de garantir le nombre d'emplois.

Nous avons la confirmation « qu'aujourd'hui la question du mode de gestion est ouverte ».

Mais au-delà des cuisines centrales de Tours, Joué et Saint-Pierre-des-Corps, il y a un plan d'ensemble qui vise les services publics et les employés communaux dans l'agglomération tourangelle avec menaces sur les service des eaux de Tours, le service des espaces verts (des études seraient menées sur la mutualisation des des moyens dans les dix-neuf communes de Tours +), dans le cadre de la future communauté urbaine...

Cette politique, on la retrouve, quelle que soit la "couleur" des maires, dans tout le département. Ainsi, on note un début de suppression de postes d'ATSEM dans les écoles maternelles de Tours mais aussi dans plusieurs autres communes (Vouvray, Chinon, ...)

Pour l'UD FORCE OUVRIERE et ses syndicats de personnels communaux, il est hors de question d'accepter la remise en cause de centaines et de centaines d'emplois statutaires de la fonction publique territoriale garantissant l'efficacité des services publics et protégeant ces mêmes services publics de la voracité des multinationales telles Sodexo, Véolia, ...

L'UD FORCE OUVRIERE et ses syndicats de personnels communaux se prononcent pour la mobilisation des personnels contre ces projets et contre toute remise en cause des acquis et des garanties réglementaires liées au statut.

- Ainsi, dans le Chinonais, FO avec d'autres syndicats a organisé un rassemblement d'une centaines de communaux de la CCVL devant la mairie d'Avoine le 24 septembre pour exiger de meilleures conditions de travail et l'abandon de la suppression de jours de congé payé
- Ainsi à Château-Renault, le syndicat FO avec les agents par la grève mène le combat pour défendre le maintien leur régime indemnitaire pendant les congés maladie et de la majoration des heures supplémentaires.
- Ainsi à Tours, via la pétition portée par le syndicat FO pour le maintien de la cuisine centrale en régie municipale et le maintien de tous les emplois.

Toutes ces attaques contre le service public, le statut des personnels et leurs emplois procèdent de la mise en application des politiques d'austérité et des précédentes contre réformes, comme la loi NOTRe dont FORCE OUVRIERE demande l'abrogation.

**Il n'y a pas de République sans Service public
REJOIGNEZ LES SYNDICATS FORCE OUVRIERE**

Fait à Saint-Avertin , ce jour

Pour le G.D FO PUBLIC 37
Eric Chanal

Pour l'Union Départementale FO 37
Grégoire Hamelin